

SCORE : pas d'accord !

Le Conseil d'Etat vient de déposer son projet de loi sur SCORE. Avec un salaire plus bas à l'engagement et une perte salariale d'au moins 8,3% en 40 ans de carrière, les ASP semblent bien faire partie des perdants du projet. Après avoir vu leurs conditions de travail se détériorer avec l'entrée en vigueur de la LPol et du RGPPol, voilà que les ASP sont maintenant attaqués sur leur salaire !

Une seule réponse à ces attaques : une mobilisation ferme et massive!

Venez nombreux à l'assemblée du personnel de la fonction publique le mardi 7 novembre !

CPEG : le « cadeau empoisonné » du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat a aussi déposé un projet de loi sur la CPEG, votre caisse de prévoyance. Sous couvert d'un « sauvetage », le Conseil d'Etat propose en réalité un véritable marché de dupe. Il se dit prêt à injecter beaucoup d'argent (plus de 4 milliards de francs) pour recapitaliser la caisse, mais en échange veut imposer des mesures structurelles majeures qui modifieraient le fonctionnement de la caisse. A commencer par le passage en primauté de cotisations où le montant des rentes ne serait plus un % du salaire assuré (actuellement 60% à la CPEG) mais serait dépendant du résultat des placements et des taux de conversion. L'Etat baisserait aussi sa participation en tant qu'employeur tandis que les salariés verraient le montant de leurs cotisations augmenter. Enfin à terme, il y aurait la suppression de la garantie de l'Etat de verser les rentes en cas d'impossibilité de la caisse de tenir ses engagements (crash financier).

Ce dossier est très complexe. Pour vous renseigner sur le sujet, allez sur notre site internet sous la rubrique Campagne/CPEG et surtout venez à l'assemblée du personnel de la fonction publique le mardi 7 novembre à 20h au Palladium !



DS COPP.03

La cheffe de la police a communiqué via le BIP que la Task Force horaires à laquelle participe le SSP et les syndicats de police poursuivait ses travaux sur la directive générale sur le temps de travail (DS COPP.03). Ce qu'elle ne précise pas, c'est que le SSP a refusé de valider cette directive qui détériore indubitablement vos conditions de travail. ABE.

Signez l'initiative populaire !

Le Cartel intersyndical – dont fait partie le SSP – et l'ASLOCA ont lancé une initiative populaire intitulée « Sauvegarder les rentes en créant du logement ». C'est aussi une réponse aux attaques du Conseil d'Etat sur votre caisse de pension. Vous trouverez plus d'informations ainsi que la feuille de signatures à télécharger sur notre site internet, rubrique Campagne/CPEG.

Assemblée générale du personnel de la fonction publique

Mardi 7 novembre à 20h au Palladium (rue du Stand 3bis)

Au menu : SCORE et CPEG